



République Française  
Département de l'Essonne  
Canton des Ulis

Accusé de réception en préfecture  
091-219106614-20240208-DEL\_2024\_02\_006-DE  
Date de télétransmission : 13/02/2024  
Date de réception préfecture : 13/02/2024

## CONSEIL MUNICIPAL DE VILLEBON-SUR-YVETTE DU 8 FEVRIER 2024

Le 8 février 2024 à vingt heures, le Conseil municipal de la Commune de Villebon-sur-Yvette, régulièrement convoqué le 2 février 2024, s'est réuni au lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Victor DA SILVA, Maire.

### Présents :

M. Victor DA SILVA, M. Romain MILLARD, Mme Michèle BOULANGER, M. Mohamed DEHBI, Mme Dominique ROUSSEAU, M. Dominique FONTENAILLE, M. Olivier LEHOUSSEL, M. Jacques FANTOU, Mme Monique BERT, Mme Nicole MARIE, M. David POLIZZI, M. Bertrand THORE, Mme Claire ABADIE-MARTEIL, M. Christophe OLIVIER, Mme Karine LORIN, Mme Sabrina DBILI, Mme Anne-Sophie CLAUW, M. Théophile ALSAC, M. Patrick FAURE, M. Régis VAILLANT, M. Gilles MORICHAUD, Mme Ophélie GUIN, Mme Marina BOUTAULT-LABBE.

### Absents excusés représentés :

M. Patrick BATOUFFLET – pouvoir à M. Romain MILLARD  
Mme Nathalie PLUMAIL – pouvoir à Mme Michèle BOULANGER  
Mme Olivia LUCAS – pouvoir à M. Mohamed DEHBI  
M. Michel CINOTTI – pouvoir à Mme Claire ABADIE-MARTEIL  
Mme Virginie POLIZZI – pouvoir à M. Dominique ROUSSEAU  
M. Gautier DEKERLE – pouvoir à M. Dominique FONTENAILLE  
Mme Isabelle-Anna FILIPUZZI – pouvoir à M. Olivier LEHOUSSEL  
M. Alexandre BOUGAUD – pouvoir à M. Théophile ALSAC  
Mme Dominique DURAND – pouvoir à Mme Ophélie GUIN  
M. Olivier TRIBONDEAU – pouvoir à M. Régis VAILLANT

### SECRÉTAIRE :

M. Christophe OLIVIER.

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte tenu de sa télétransmission à la Préfecture le 13 février 2024 et de sa publication sur le site de la Ville le 13 février 2024.

En application des dispositions des articles R421-1 et suivants du code de la justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif, 56 avenue de Saint-Cloud 78000 VERSAILLES, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

La juridiction peut être saisie de manière dématérialisée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).



République Française  
Département de l'Essonne  
Canton des Ulis

Accusé de réception en préfecture  
091-219106614-20240208-DEL\_2024\_02\_006-DE  
Date de télétransmission : 13/02/2024  
Date de réception préfecture : 13/02/2024

**DELIBERATION**  
**CONSEIL MUNICIPAL DU 8 FEVRIER 2024**  
**N°DEL 2024-02-006**

**ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES RELATIF A LA FOURNITURE DE SEL ET AUTRES PRODUITS DE DENEIGEMENT AVEC LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PARIS SACLAY**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Code de la commande publique, notamment les articles L. 2113-6 à L. 2113-8,

**Vu** le projet de convention constitutive du groupement de commandes relatif à la fourniture de sel et autres produits de déneigement,

**Considérant** l'engagement partagé du territoire de l'agglomération de faire émerger une politique permettant de réaliser des économies d'échelle grâce à la mutualisation,

**Considérant** l'intérêt de créer un groupement de commandes entre la Communauté d'agglomération Paris-Saclay et les communes du territoire relatif à la fourniture de sel et autres produits de déneigement,

**Vu** la note de synthèse adressée aux Conseillers municipaux,

**Considérant** la présentation à la Commission municipale du 1<sup>er</sup> février 2024,

**Considérant** le rapport de Madame Monique BERT,

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,**

**DECIDE** d'adhérer au groupement de commandes de fourniture de sel et autres produits de déneigement proposé par la Communauté Paris-Saclay à ses communes membres,

**APPROUVE** la convention constitutive du groupement de commandes relatif à la fourniture de sel et autres produits de déneigement,

**AUTORISE** le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commandes, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire, y compris les avenants,

**DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal.

Ainsi fait et délibéré à Villebon-sur-Yvette le 8 février 2024,

**Le Maire,**



**Victor DA SILVA**

**Le Secrétaire,**

**Christophe OLIVIER**

---

## CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES

### Relative à la fourniture de sel et autres produits de déneigement

---

Entre

**La Communauté d'agglomération Paris-Saclay**, située 21 rue Jean Rostand, 91400 Orsay, et dont le numéro de SIRET est 200 056 232 00149, représentée par Monsieur Grégoire de LASTEYRIE, en sa qualité de Président, dûment habilité à cet effet par la délibération n°2023-XX du Conseil communautaire du 20 septembre 2023,

Et

**Les personnes morales adhérentes**, représentées par les personnes habilitées à signer la présente convention par délibération de leur assemblée délibérante.

La liste des adhérents au groupement de commandes est disponible en annexe de la présente convention

## SOMMAIRE

PRÉAMBULE.....	3
ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES.....	3
ARTICLE 2 – COORDONNATEUR DU GROUPEMENT DE COMMANDES.....	3
ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DU COORDONNATEUR .....	4
ARTICLE 4 – PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ .....	5
ARTICLE 5 – OBLIGATION DES MEMBRES DU GROUPEMENT .....	5
ARTICLE 6 – LA COMMISSION D’APPEL D’OFFRES.....	6
ARTICLE 7 – DURÉE DE LA PRÉSENTE CONVENTION .....	6
ARTICLE 8 – ADHÉSION AU GROUPEMENT DE COMMANDES .....	6
ARTICLE 9 – RETRAIT DU GROUPEMENT DE COMMANDES .....	7
ARTICLE 10 – INDEMNISATION DU COORDONNATEUR .....	7
ARTICLE 11 – LITIGES RELATIFS À LA PRÉSENTE CONVENTION .....	7
ARTICLE 12 - MODIFICATION DE LA PRESENTE CONVENTION .....	7

## **PRÉAMBULE**

La Communauté d'agglomération Paris-Saclay comprend actuellement 27 communes :

Ballainvilliers, Bures-sur-Yvette, Champlan, Chilly-Mazarin, Epinay-sur-Orge, Gif-sur-Yvette, Gometz-le-Châtel, Igny, La Ville du Bois, Les Ulis, Linas, Longjumeau, Marcoussis, Massy, Montlhéry, Nozay, Orsay, Palaiseau, Saclay, Saint-Aubin, Saulx-les-Chartreux, Vauhallan, Verrière-le-Buisson, Villebon-sur-Yvette, Villejust, Villiers-le-Bâcle, Wissous.

Conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique, les acheteurs peuvent faire le choix de constituer des groupements de commande afin de passer conjointement un ou plusieurs marchés publics ou accords-cadres.

En application de l'article L. 2113-7, le groupement de commandes est nécessairement constitué par une convention constitutive que chaque membre est tenu de signer.

Un groupement de commandes peut être constitué soit de façon temporaire, pour répondre à un besoin précis, soit de manière pérenne en vue de répondre à différents besoins en matière de travaux, fournitures ou services. C'est la première option que souhaite mettre en place la Communauté d'agglomération Paris-Saclay et les communes membres en créant un groupement de commandes pour la fourniture de sel et autres produits de déneigement.

Pour ce faire, une convention constitutive de groupement de commandes est indispensable afin de définir les règles de fonctionnement.

**Ceci ayant été exposé, les parties ont convenu et arrêté ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES**

Cette convention a pour but de créer un groupement de commandes entre la Communauté d'agglomération Paris-Saclay et les communes membres, afin de mutualiser la passation, le suivi et l'exécution des procédures de passation des marchés publics de ses membres. Elle définit en outre le coordonnateur du groupement de commandes, les modalités de fonctionnement du groupement, les modalités ainsi que les rapports et obligations de chaque membre.

En fonction des besoins répertoriés, la procédure permettra aux membres du groupement de commandes de disposer d'un marché relatif à la fourniture de sel et autres produits de déneigement.

### **ARTICLE 2 – COORDONNATEUR DU GROUPEMENT DE COMMANDES**

Le coordonnateur du groupement de commandes est la Communauté d'agglomération Paris-Saclay. Cette dernière est représentée par son président Grégoire de LASTEYRIE.

Le siège administratif du groupement est fixé au 21 rue Jean Rostand, 91400 ORSAY.

### **ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DU COORDONNATEUR**

Conformément aux dispositions de l'article L.2113-7 du Code de la commande publique, le coordonnateur aura à sa charge :

- Définition des besoins en associant les autres membres du groupement ;
- Recensement des besoins en associant les autres membres du groupement ;
- Choix de la procédure ;
- Rédaction des cahiers des charges et constitution du dossier de consultation ;
- Rédaction et envoi des avis d'appel public à la concurrence ;
- Mise à disposition du dossier de consultation des entreprises sur la plateforme marchés publics de la Communauté d'agglomération ;
- Centralisation des questions posées par les candidats et centralisation des réponses ;
- Réception des candidatures et des offres ;
- Analyse des candidatures et demande de compléments éventuels ;
- Convocation et organisation de la commission d'appel d'offres si besoin et rédaction des procès-verbaux ;
- Analyse des offres et négociations, le cas échéant, en lien avec les membres ;
- Présentation du dossier et de l'analyse en commission d'appel d'offres ;
- Information des candidats évincés ;
- Rédaction et publication de l'avis d'attribution ;
- Signature des marchés publics pour le compte des adhérents ;
- Contrôle de légalité ;
- Notification du marché ;
- Publication des avis d'attribution ;
- Passation des avenants ;

Le coordonnateur reste compétent en cas d'infructuosité pour mener à bien la passation d'une nouvelle procédure. Le coordonnateur reçoit des adhérents l'autorisation de signer et notifier l'ensemble des marchés du groupement en leurs noms et pour leur compte.

Le coordonnateur n'a pas pour mission d'exécuter les marchés et/ou accords-cadres conclus au nom et pour le compte des membres adhérents.

Néanmoins, le coordonnateur demeure compétent pour effectuer les tâches suivantes :

- Jouer le rôle d'interface entre les adhérents et les prestataires retenus concernant la modification des pièces contractuelles ;
- Assister les membres du groupement lors de la mise en place du marché, dans la limite de ses possibilités ;
- Le cas échéant, gérer tous les actes et pièces juridiques nécessaires à la bonne réalisation des marchés et accords-cadres, notamment l'acceptation et l'agrément d'éventuels sous-traitants ; la rédaction et la notification au nom et pour le compte des adhérents, de certificats administratifs, avenants, marchés complémentaires et reconductions ;
- Prononcer la résiliation des marchés à la demande des adhérents ou après sollicitation des adhérents en cas de résiliation totale.

## ARTICLE 4 – PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

### **4.1 Définition des besoins**

En vue du lancement des procédures de consultation des marchés du groupement de commandes, le coordonnateur invite les adhérents à lui transmettre les informations relatives à la nature et l'étendue de leurs besoins propres.

Les membres adhérents s'engagent à répondre aux sollicitations du coordonnateur en respectant les délais qu'il aura fixés.

Le coordonnateur centralisera ces informations afin de déterminer la suite de la procédure.

Le coordonnateur est libre concernant la forme et les modalités d'agrégations des informations susvisées.

### **4.2 Procédure applicable**

L'ensemble des marchés du groupement de commandes seront passés dans le respect de la réglementation relative à la commande publique en vigueur au moment de la procédure de mise en concurrence.

Le montage contractuel est laissé à la libre appréciation du coordonnateur lors de la préparation et la conduite des procédures de passation.

### **4.3 Participation aux marchés et/ou accords-cadres**

Toute participation aux marchés du groupement est conditionnée par l'existence réelle et sincère du besoin de l'adhérent.

Les adhérents manifestent et formalisent leurs intentions de participer aux marchés par la transmission des informations relatives à la nature et l'étendue de leurs besoins propres, dans les conditions mentionnées au 4.1 de la présente convention.

Les membres adhérents n'ont pas l'obligation de participer à un marché.

## ARTICLE 5 – OBLIGATION DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Chaque membre du groupement s'engage notamment à :

- Communiquer au coordonnateur une évaluation quantitative et qualitative de ses besoins en vue de la passation du marché public ;
- Répondre aux demandes du coordonnateur dans les délais impartis ;
- Respecter les clauses du marché ;
- Inscrire le montant de l'opération qui le concerne dans le budget de sa collectivité et assurer l'exécution comptable du marché qui le concerne ;
- Émettre tous les ans les bons de commande relatifs aux prestations qui les concernent ;
- Conclure et exécuter les marchés complémentaires qui leur sont propres ;
- Assurer l'exécution technique, financière et comptable des marchés ;
- Appliquer les pénalités et autres sanctions prévues par les marchés ;
- Contrôler les prestations assurées par les titulaires des marchés ;
- Participer au bilan de l'exécution du marché en vue de l'amélioration et de son éventuel renouvellement.

Dans un souci de bonne coordination du groupement de commandes, les membres adhérents devront informer sans délai le coordonnateur :

- De tout litige né à l'occasion de l'exécution des prestations ;
- De tout problème technique, financier ou comptable résultant des marchés du groupement ;
- De toutes observations concernant l'exécution des prestations ;
- De toutes observations concernant la présente convention.

## ARTICLE 6 – LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

La commission d'appel d'offres interviendra dans les conditions règlementaires en vigueur au moment de la procédure de mise en concurrence.

La commission d'appel d'offres du coordonnateur du groupement est désignée commission d'appel d'offres du groupement.

Les procès-verbaux de la commission d'appel d'offres du groupement sont élaborés par le coordonnateur, qui informe les communes adhérentes des résultats de la consultation.

## ARTICLE 7 – DURÉE DE LA PRÉSENTE CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties et de sa transmission au contrôle de légalité ; elle prend fin à l'achèvement de l'ensemble des consultations et de l'exécution de la totalité des prestations des marchés dont le suivi et l'exécution sont confiés à chacun des membres et après leur règlement définitif.

La présente convention est passée pour une durée déterminée, soit la durée du marché.

## ARTICLE 8 – ADHÉSION AU GROUPEMENT DE COMMANDES

### **8.1 Procédure**

L'adhésion se fait par signature de la présente convention conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables à chacun des membres.

L'adhésion à la convention doit faire l'objet d'une approbation par l'assemblée délibérante des communes ou de leur CCAS. Cette délibération, notifiée au coordonnateur, devra être accompagnée de la convention de groupement signée par le représentant légal dûment habilité.

Le coordonnateur est seul compétent pour agréger, traiter et valider les demandes d'adhésions. Il définit librement les modalités de transmission et de signature de la convention avec les personnes morales souhaitant adhérer.

L'adhésion d'un nouveau membre ne nécessite pas l'accord préalable des autres membres adhérents.

L'adhésion ne devient définitive qu'après signature de la présente convention et transmission au service chargé du contrôle de légalité de la Préfecture. Elle est valable pour toute la durée de la convention, telle que décrite à l'article 8 de celle-ci.

### **8.2 Adhésion en cours**

Une nouvelle période d'adhésion au groupement de commandes sera régulièrement mise en place. Le coordonnateur fixe librement ces périodes d'adhésion.

Toute nouvelle adhésion en cours de marché ne pourra s'effectuer que dans le cadre du marché lancé. Les nouvelles adhésions pourront intervenir au moment des reconductions annuelles des marchés

ainsi qu'à leur renouvellement. En cas d'adhésion lors d'une reconduction, l'ajout de la commune adhérente s'effectuera par la passation d'un avenant au marché.

#### **ARTICLE 9 – RETRAIT DU GROUPEMENT DE COMMANDES**

Le retrait du groupement s'effectue par dénonciation de la présente convention conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables aux membres, au moins six mois avant l'échéance des marchés en cours. Le retrait ne permet pas au membre sortant de s'exonérer des engagements pris antérieurement auprès du groupement, ou des titulaires de marchés.

Le retrait des membres est libre, sous réserve d'avoir rempli les engagements pris dans le cadre du groupement vis-à-vis des co-contractants (sur la base des besoins indiqués) et d'avoir réglé les sommes dues au titulaire.

#### **ARTICLE 10 – INDEMNISATION DU COORDONNATEUR**

Le coordonnateur n'est pas indemnisé par les membres des charges correspondantes à ses fonctions.

#### **ARTICLE 11 – LITIGES RELATIFS À LA PRÉSENTE CONVENTION**

Le coordonnateur porte la responsabilité de la procédure de passation, à l'exception des litiges formés à titre individuel par un membre du groupement. Il aura donc la charge du pré-contentieux, du contentieux survenus dans le cadre des procédures de passation des marchés ainsi que de la signature d'un protocole transactionnel, le cas échéant.

De ce fait, le coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge. Il tient informés les adhérents de sa démarche et de son évolution.

Par ailleurs, en cas de litige avec le ou les titulaires, chaque adhérent sera chargé d'exercer sa propre action en justice si le litige ne concerne que sa prestation. Il appartiendra dans ce dernier cas à chaque adhérent de tenir le coordonnateur informé des éventuels litiges et des suites qui leur sont données. À cette occasion, le coordonnateur pourra apporter son aide dans la limite de ses possibilités.

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec de voies amiables de résolution, tout litige portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention sera de la compétence du tribunal administratif de Versailles.

#### **ARTICLE 12 - MODIFICATION DE LA PRESENTE CONVENTION**

Le projet de modification est adressé au coordonnateur qui en assure la diffusion auprès des membres du groupement.

La proposition de modification est adoptée dès lors qu'elle aura été décidée par les 2/3 des membres signataires de la présente convention constitutive.

L'adhésion ou le retrait d'un membre dans les conditions prévues aux articles 8 et 9 n'est pas considérée comme une modification.